

2.1 Environnement

En 2013, la **dépense de protection de l'environnement** s'établit à 47,2 milliards d'euros. La gestion des déchets (35 %) et l'assainissement des eaux usées (27 %) constituent les principaux postes de ce total. Elle a augmenté depuis 2000 à un rythme plus soutenu que le produit intérieur brut (PIB) : + 4 % en moyenne annuelle en euros courants contre + 2,8 %. Cette forte hausse a été principalement impulsée par les pouvoirs publics. Les mesures incitatives se sont développées (dispositif bonus/malus, crédit d'impôt développement durable), tout comme les réglementations contraignantes (mise aux normes d'équipements industriels) ; la qualité des services collectifs s'est par ailleurs améliorée (collecte sélective des déchets). En ajoutant à cette dépense, les thématiques relatives à la gestion des ressources, l'alimentation en eau potable et le secteur de la récupération, plus de 67 milliards d'euros sont dépensés en France dans le domaine de l'environnement.

Les **sols artificialisés**, 9,3 % du territoire métropolitain, continuent de s'étendre mais leur progression se stabilise depuis 2008 autour de 55 000 hectares par an. Les espaces naturels s'accroissent beaucoup plus modérément (10 000 ha par an) sous l'effet de deux flux qui se compensent en grande partie. D'un côté, ils reculent face à la poussée de l'urbanisation ; de l'autre, ils gagnent des terres abandonnées par l'agriculture. Les aires protégées françaises ont progressé en nombre et en surface sur la période 1998-2015, elles couvrent 1,4 % du territoire.

Les **éco-activités** dégagent une **valeur ajoutée** de 31,5 milliards d'euros, soit une hausse de 1,8 % en un an, portée par les énergies renouvelables et notamment l'hydraulique (eaux usées, gestion des ressources en eau). Elles mobilisent 442 400 **emplois en équivalent-temps plein**, soit une baisse de 0,3 % en un an, en lien avec la baisse de l'activité dans le raccordement de nouvelles installations photovoltaïques. La **balance commerciale** est excédentaire de l'ordre de 2,8 milliards d'euros, stable par rapport à 2012, en grande partie grâce au domaine de la récupération.

Plus de 95 500 élèves et étudiants sont inscrits en 2013 en dernière année de l'une des 1 152 formations environnementales, allant du CAP au diplôme d'ingénieur. L'environnement représente 8 % des effectifs inscrits dans l'ensemble des formations, contre 5 % en 2008.

Devançant la pollution de l'air, le changement climatique redevient en 2014 la première préoccupation des Français en matière d'environnement. Cette thématique, comme la prévention des risques naturels, a progressé de 10 points entre 2013 et 2015 dans les attentes des Français vis-à-vis de l'État en matière d'environnement. Les questions relatives à la pollution de l'eau et à l'augmentation des déchets ménagers ont inversement connu un déclin marqué. Relativement stables, les autres thématiques (biodiversité, bruit) semblent susciter une moindre inquiétude chez les Français. ■

Définitions

Sol artificialisé : surface retirée de son état naturel (friche, prairie naturelle, zone humide etc.), forestier ou agricole, qu'elle soit bâtie ou non et qu'elle soit revêtue (exemple : parking) ou non (exemple : jardin de maison pavillonnaire). Les surfaces artificialisées incluent donc également les espaces artificialisés non bâtis (espaces verts urbains, équipements sportifs et de loisirs etc.) et peuvent se situer hors des aires urbaines, à la périphérie de villes de moindre importance voire de villages, à proximité des dessertes du réseau d'infrastructures ou encore en pleine campagne (phénomène d'urbanisme diffus).

Balance commerciale, dépense de protection de l'environnement, éco-activités, emploi en équivalent-temps plein (EQTP), valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les chiffres clés de l'environnement – Édition 2015 », *Repères*, SOeS, octobre 2015.
- « Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2013 : premiers résultats », *Chiffres & Statistiques* n° 632, SOeS, avril 2015.
- « Utilisation du territoire – L'artificialisation des terres de 2006 à 2014 : pour deux tiers sur des espaces agricoles », *Agreste Primeur* n° 326, juillet 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Occupation physique du territoire

en milliers d'hectares

	2006	2010	2014
Sols bâtis	756	833	923
Sols revêtus ou stabilisés	2 160	2 324	2 456
Autres sols artificialisés	1 653	1 736	1 725
Sols agricoles	28 591	28 259	28 030
Sols boisés	17 042	16 994	17 033
Landes	2 787	2 856	2 815
Sols nus naturels	942	967	967
Zones humides et sous les eaux	864	901	915
Zones interdites	125	50	55
Surface totale	54 919	54 919	54 919
dont surfaces artificialisées en %	8,3	8,9	9,3

Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, enquêtes Teruti et Teruti-Lucas.

Dépenses liées à l'environnement

en millions d'euros courants

	2000 (r)	2006 (r)	2013 (p)
Protection de l'environnement (1)	28 192	38 096	47 182
Air	1 708	2 373	3 316
Eaux usées	9 635	11 887	12 593
Déchets	9 315	13 392	16 713
Sol, eaux souterraines et de surface	717	1 515	1 587
Bruit	1 492	1 867	2 238
Biodiversité et paysages	1 160	1 488	2 095
Déchets radioactifs	570	733	642
Recherche et développement	1 976	2 333	4 130
Administration générale	1 617	2 509	3 868
Dépense de gestion des ressources (2)	13 195	16 511	20 046
Adduction en eau potable	9 790	11 782	13 086
Récupération	3 406	4 729	6 960
Dépense liée à l'environnement (1)+(2)	41 387	54 607	67 228
Espaces verts urbains	2 131	2 991	3 823
Énergies renouvelables	...	11 628	26 860

Source : SOeS.

Espaces protégés et gérés en 2015

Types d'espace	France métropolitaine		DOM		France	
	Nombre	Surface totale en km ²	Nombre	Surface totale en km ²	Nombre	Surface totale en km ²
Arrêtés préfectoraux de protection de biotope	794	1 567	35	306	829	1 873
Zones relevant de la Convention de Ramsar	32	7 701	5	2 753	37	10 453
Réserves de biosphère (zone centrale, zone tampon et aires de coopération)	11	38 484	1	2 470	12	40 955
Sites Natura 2000	...	111 075	...	...	...	...
dont : ZPS au titre de la directive « Oiseaux » ¹	392	78 889	...	...	...	...
propositions de SIC et de ZSC au titre de la directive « Habitats » ^{2,3}	1 362	75 054	...	...	...	...
Parcs nationaux	7	14 388	3	38 232	10	52 620
dont cœurs de parc	7	4 097	3	21 508	10	25 605
Réserves naturelles nationales et de Corse	156	2 586	13	3 040	169	5 626
Réserves nationales de chasse et de faune sauvage	9	360	0	0	9	360
Réserves biologiques domaniales ou forestières	233	419	10	1 274	243	1 693
Parcs naturels régionaux (PNR)	49	80 935	2	6 968	51	87 903
Parc naturel marin	3	6 995	1	68 313	4	75 309

1. ZPS : Zones de protection spéciale.

2. SIC : Sites d'intérêt communautaire.

3. ZSC : Zone spéciale de conservation.

Source : SOeS.

Occupation physique des sols de l'Union européenne en 2012

en % de la superficie totale

	Forêts ¹	Sols cultivés	Prairies	Eaux et zones humides	Zones artificielles ²	Landes ³	Sols nus ³	Forêts ¹	Sols cultivés	Prairies	Eaux et zones humides	Zones artificielles ²	Landes ³	Sols nus ³	
Allemagne	33	33	23	2	8	1	1	Lettonie	56	14	21	6	2	1	1
Autriche	48	18	23	2	6	1	3	Lituanie	39	27	27	4	3	0	1
Belgique	25	28	32	1	13	0	0	Luxembourg	31	18	37	1	12	0	1
Bulgarie	43	32	17	1	2	4	1	Malte	5	27	11	1	33	15	8
Chypre	30	19	15	1	7	21	7	Pays-Bas	13	23	38	11	12	2	1
Danemark	18	49	21	2	7	1	1	Pologne	36	34	22	2	4	1	1
Espagne	37	28	14	1	4	12	5	Portugal	44	18	15	2	6	12	3
Estonie	61	11	16	7	2	2	1	Rép. tchèque	39	34	20	2	4	1	1
Finlande	72	5	4	16	2	1	1	Roumanie	31	36	25	3	2	2	1
France	32	31	27	2	6	2	1	Royaume-Uni	20	22	40	5	7	6	1
Grèce	37	23	11	2	4	19	3	Slovaquie	46	28	19	1	3	2	1
Hongrie	24	47	19	3	4	2	1	Slovénie	60	12	21	1	4	1	1
Irlande	13	5	67	7	4	2	2	Suède	76	4	5	12	2	1	1
Italie	35	32	15	3	8	5	2	UE à 27	41	25	20	5	5	4	2

1. Y c. autres zones boisées.

2. Les zones artificielles comprennent les constructions couvertes, les zones construites non-bâties et les équipements linéaires (routes et voies ferrées).

3. Les landes sont des zones dominées par des arbustes et des plantes ligneuses, les sols nus des zones sans végétation ou recouvertes de lichens.

Source : Eurostat.